



Photo de famille après la séance de discussion de groupe sur les VBG à Mongoumba



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

OMBELLA M'POKO, LOBAYE | Novembre 2019

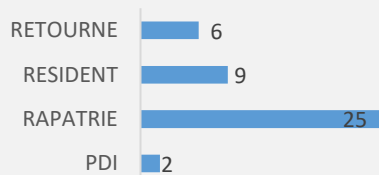
Chiffres clés Novembre 2019

42 cas de violations
42 victimes
24 cas documentés
43 réponses apportées

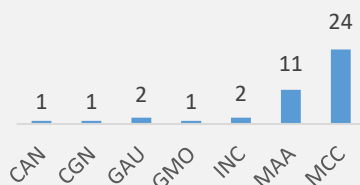
Désagrégation des victimes

GENRES	TOTAL	%
FEMMES	22	52%
HOMMES	15	36%
FILLES	4	10%
GARCONS	1	2%
TOTAL	42	100%

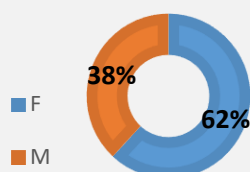
Statut des victimes



Cas de violations par auteurs présumés



GENRE DES VICTIMES



RESUME EXECUTIF

Incidents de protection

Les incidents de protection contenus dans ce rapport, portent sur les zones couvertes dans les préfectures de l'Ombella M'Poko et de la Lobaye, avec une présence terrain dans les sous-préfectures de Bossembélé, M'Baïki et Mongoumba. En novembre, nous notons une très légère hausse du nombre d'incidents rapportés, passant de 37 incidents en octobre, à 42 pour la période couverte par ce rapport.

- Ces incidents ont fait 42 victimes dont 25 rapatriés, 08 PDI retournées et 09 personnes résidentes. 24 d'entre elles ont fait objets de documentation et 43 réponses ont été apportées.
- La large proportion de rapatriés parmi les victimes s'explique principalement par la zone de couverture du Monitoring de Protection dans la Lobaye et l'Ombella M'Poko. En effet, Mongoumba est une zone de retour pour le rapatriement des réfugiés centrafricains. Les rapatriés sont cependant exposés aux mêmes risques que la communauté hôte.

Violences sexuelles et basées sur le genre

48% des cas rapportés sont de la catégorie des violences sexuelles et basées sur le genre avec 20 incidents documentés. Les victimes de ces violences sont à 62% des personnes de sexe féminin.

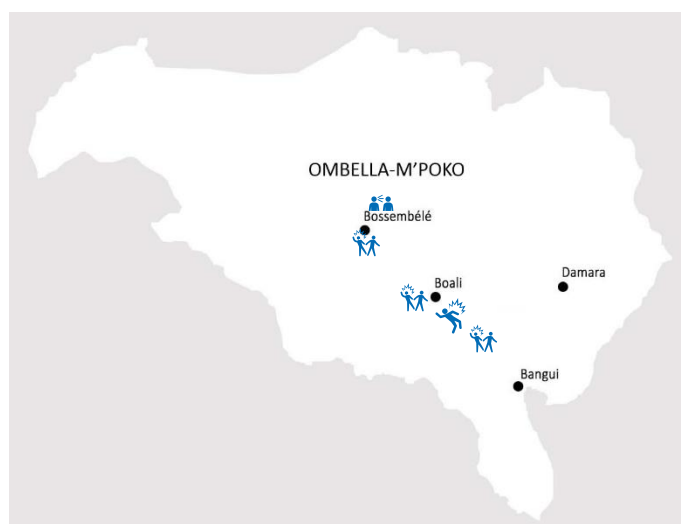
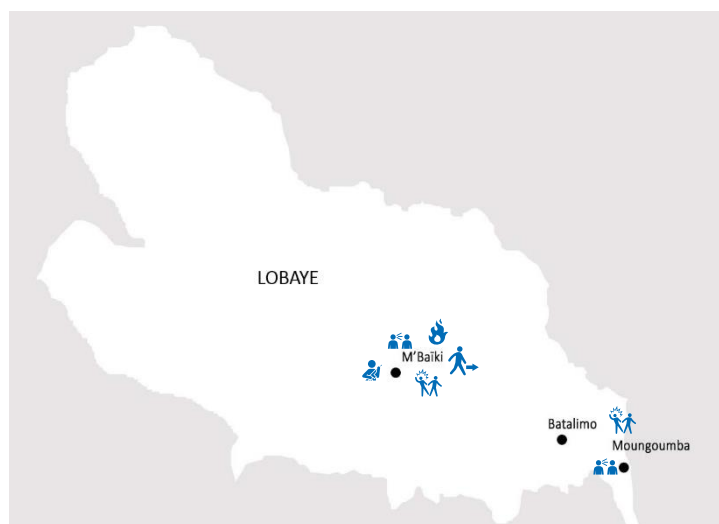
Protection de l'enfant

En novembre, aucun cas de type 1612 n'a été enregistré, cependant 01 cas de viol sur mineur, 01 cas de mariage forcé et des cas de coups et blessures entraînant des lésions graves perpétrées sur des mineurs ont été enregistrés.

Prévention et réponses de protection

- 43 réponses immédiates aux incidents ont été apportées sur le terrain, à savoir 09 référencements juridiques, 08 référencements médicaux et 26 suivis psychosociaux (écoute et documentation). Ces référencements ont été faits vers des organisations locales pouvant apporter la réponse.
- 29 victimes d'incidents identifiées comme étant vulnérables ont été formées et appuyées pour la mise en œuvre de petites AGR dans les localités de M'Baïki et Mongoumba dans la Lobaye.
- 30 personnes, dont 19 rapatriées spontanées, ont bénéficié de sensibilisation de proximité sur les VBG à travers 3 sessions de discussions de groupes organisées sur le sujet des VBG/EAS.
- 400 personnes ont été directement touchées par les sensibilisations de proximité sur la coexistence pacifique et la réintégration communautaires des personnes de retour.

Carte des incidents par préfecture



ICONES	DESIGNATIONS
	Coups et blessures / Agression physique (VBG) / Viols / Agression sexuelle/Mariage forcé / Torture et traitement inhumain
	Violences psychologiques et émotionnelles / Deni de ressources et d'opportunités / Accusation de sorcellerie / Occupation illégale
	Incendie criminel
	Arrestation arbitraire / Extorsion de bien
	Déplacement forcé
	Homicide

ANALYSE SÉCURITAIRE

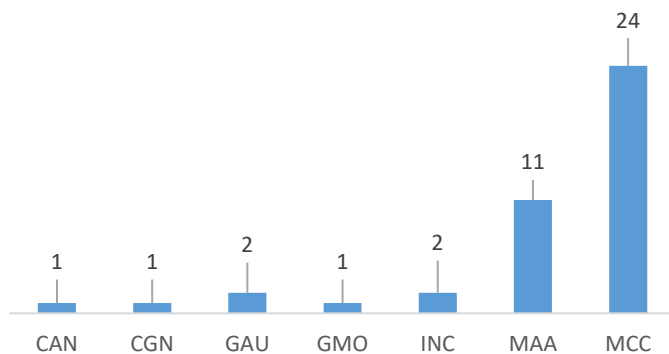
Préfecture	Situation sécuritaire
Lobaye	En novembre, la préfecture de la Lobaye, et plus particulièrement les localités de Batalimo, M'Baïki et Mongoumba ont été relativement calmes sur le plan sécuritaire. 11 cas de coups et blessures et 01 cas de torture et traitement inhumain ont été perpétrés. Ces incidents qui ont tous été commis par des membres connus de la communauté, ont des motifs d'ordre divers. Dans la plupart des cas, les incidents sont liés à des désagréments sociétaux et/ou sont liés à la consommation de boissons alcoolisées. Un incident (coups et blessures) ayant ciblé une femme rapatriée de 34 ans fait suite à des accusations de sorcellerie. Il convient cependant de noter que le nombre d'incidents reportés comme faisant suite à des accusations de sorcellerie est en baisse dans la Lobaye, passant d'une moyenne de 04 cas par mois rapportés au premier semestre, à moins de 01 en moyenne au second semestre. Les renforcements de capacités des leaders communautaires et les sensibilisations de masse sur les Droits de l'Homme menées au premier semestre 2019, ont eu un impact appréciable.
Ombella M'Poko	Dans la préfecture de l'Ombella M'Poko, 02 cas d'homicide et 04 de coups et blessures ont été enregistrés. Les cas d'homicides enregistrés ont été perpétrés en forêt par des personnes inconnues à l'aide d'armes blanches. Il s'agit d'actes de banditisme car les victimes ont toutes été dépouillées de leurs biens. L'une des victimes est un commerçant de bétail (transhuman) qui venait de faire des ventes importantes avec une somme de 1,5 millions de FCFA selon les témoins de la localité de Gbago. Notons que l'axe Bangui-Bossembélé qui est une zone de retour reste cependant sensible au banditisme qui entraîne régulièrement des cas de perte en vie humaine.
Les incidents enregistrés dans la Lobaye et dans l'Ombella M'Poko représentent généralement des faits courants de société bien qu'ils interpellent sur le niveau d'agressivité de certains membres de la population. A l'approche de l'année électorale, il serait important de sensibiliser les leaders communautaires sur leurs responsabilités envers leurs communautés car le niveau d'agressivité de certains pourrait facilement être manipulé par des leaders malintentionnés. Il est important de souligner que dans les deux préfectures, les incidents rapportés ont été perpétrés sans cibler de type de populations spécifique (PDI, rapatrié, retourné ou population hôte).	

Incidents de protection enregistrés au cours du mois

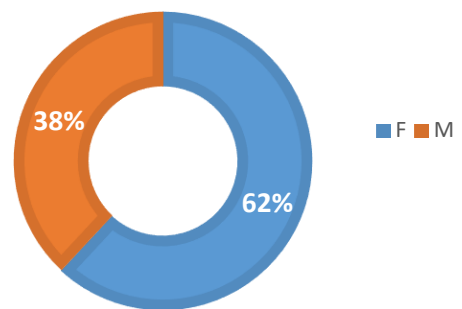
Nov-19									
INCIDENTS DE PROTECTION	OMBELLA M'POKO				LOBAYE			TOTAL DU MOIS	CUMUL ANNUEL
	BOALI	GBAGO	BOUBOUI	YEREMON	BATALIMO	MBAIKI	MONGOUMBA		
Violations du droit à la vie/intégrité physique									
Homicide	1	1						2	32
Torture et traitements inhumains							1	1	10
Mutilations								0	4
Coups et blessures	1		1	2		2	9	15	88
Accidents explosifs/armes à feu								0	6
Découverte d'un engin explosif								0	2
Violations du droit à la liberté									
Enlèvement/tentative d'enlèvement								0	0
Retour forcé								0	1
Recrutement forcé								0	0
Arrestation arbitraire/détention illégale						1		1	9

Travaux forcés								0	0
Limitations/restrictions de mouvements								0	1
Déplacement forcé						1		1	2
Violations du droit à la propriété									
Déguepissement forcé								0	5
Destruction de propriété								0	5
Occupation illégale						1		1	7
Pillage								0	0
Extorsion des biens								0	12
Taxe illégale								0	0
Vol/Braquage								0	7
Incendie criminel						1		1	3
Violations 1612									
Recrutement et utilisation d'enfants								0	0
Attaques contre les écoles et les hôpitaux								0	0
Meurtres/mutilations d'enfants								0	4
Enlèvements d'enfants								0	0
Violences sexuelles faites aux enfants								0	5
Violences sexuelles et basées sur le genre									
Viols				1			1	2	24
Mariage forcé						1		1	2
Agression sexuelle								0	8
Denis de ressources d'opportunités						1		1	26
Agression physique (SGBV)				1		2	9	12	66
Violences psychologiques et émotionnelles							4	4	36
Total	2	1	1	4	0	10	24	42	350

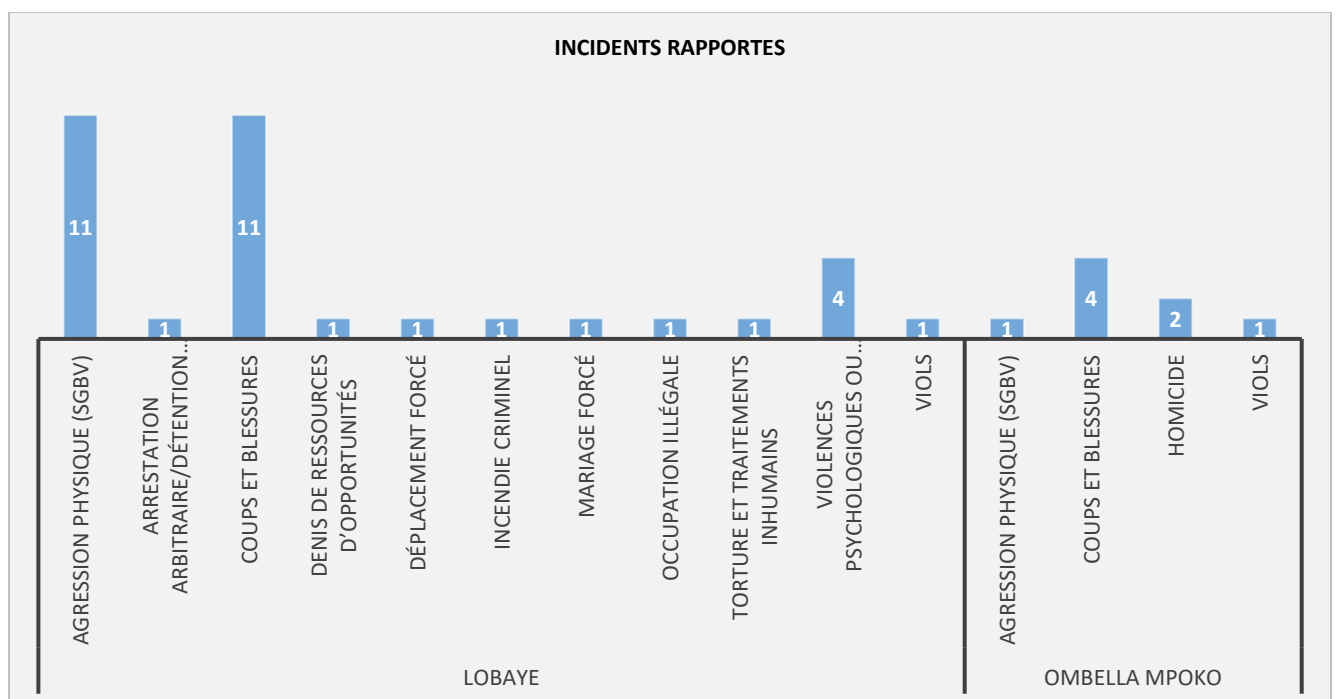
TYPES D'AUTEURS



GENRE DES VICTIMES



INCIDENTS RAPPORTES

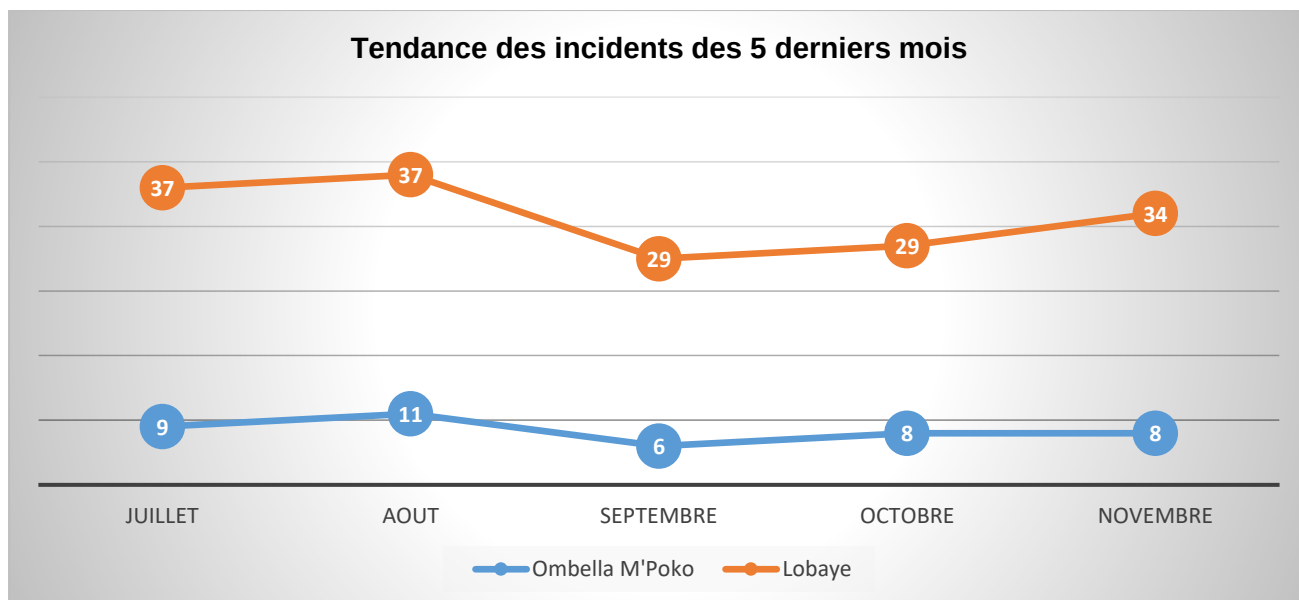


Incidents rapportés par préfecture

Analyse

Les VBG restent les cas de violation les plus remarquables d'un point de vue général et plus particulièrement dans la Lobaye. En effet, 48% des incidents rapportés sont des violences sexuelles et basées sur le genre. En seconde position viennent les violations du droit à la vie et à l'intégrité physique (43% des incidents). 57% des incidents enregistrés ont été perpétrés par des membres connus de la communauté et 26% sont commis par des conjoints. 62% des victimes sont de sexe féminin.

Notons que la situation de vulnérabilité des ménages rapatriés/retournés après leur retour demeure un facteur pouvant favoriser la commission de violence sur les conjoints. Cette vulnérabilité peut ainsi expliquer le fort taux de femmes rapatriées victimes de VBG, particulièrement dans la préfecture de la Lobaye. L'UNHCR et son partenaire ASA ont mis en place une réponse appropriée à ce constat en favorisant la mise sur pieds d'activités agricoles de relèvement économique, priorisant les femmes retournées.



Courbes de tendance des incidents des 5 derniers mois

La tendance des incidents rapportés est stable depuis le mois d'octobre pour la préfecture de l'Ombella M'Poko. La préfecture de la Lobaye, quant à elle, enregistre une légère hausse. Les chiffres restent tout de même en deçà des mois de juillet et aout. L'intensification des actions de réponses menées dans les zones de couverture au troisième trimestre de l'année ont eu un impact remarquable. Cependant, beaucoup reste encore à faire particulièrement à l'égard des femmes et jeunes filles. La réponse aux incidents de protection demeure difficile tenant compte des capacités matérielles limitées des services locaux tant sanitaires, sécuritaires que juridiques.

Actions de réponses mises en œuvre

Pour les incidents rapportés ce mois, 04 types de réponse ont été données : des référencements juridiques, des référencements médicaux et un appui psychosocial pour les cas enregistrés en novembre. De plus, des assistances cash CBI ont été organisées au bénéfice des victimes enregistrés lors des mois précédents. La sélection des bénéficiaires de CBI s'est faite à la suite de réunions ad-hoc du comité de validation des évaluations sociales, tenues avec la participation des services communautaires du HCR.

Réponses	Lobaye	Ombella M'Poko	Mois	Cumul sur l'année
Assistance CBI, cash individuel	29		29	37
Suivi psychosocial	26		26	191
Référencements médicaux	3	5	8	100
Référencements juridiques	9		9	150
Référencements protection de l'enfance			0	0
Kits de dignité			0	2
Kits NFI's et abris d'urgence			0	7
Sensibilisations/formations			0	2825
Inscription sur liste de bénéficiaire d'AGR			0	11
Restitution des biens			0	0
Allocation de parcelles de terre			0	0
Documentation/preuve de la propriété			0	0
Total	67	5	43	3294

ACTIONS DE RÉPONSE ET ACTIVITES MENÉES

Violences basées sur le Genre

	Incidents	Appui psychosocial	Référencement	Assistance (CBI/AGR/Kits)
Effectif	20	14	5	0

20 cas de VBG ont été enregistrés (48% des incidents rapportés). Les réponses apportées sont les appuis psychosociaux et les référencement juridiques et médicaux.

Activités

Discussion de groupe sur les VBG/EAS

Tenant compte de la forte récurrence de rapportage des incidents VBG durant les mois précédents, des activités de discussion de groupes appelées « Regards croisés » ont été menées du 16 au 21 novembre dans les localités de Mongoumba, Sabouro et Batalimo dans la préfecture de la Lobaye. Ce sont 30 personnes (10 par localité) hommes et femmes à répartitions égales (rapatriés et population hôte) qui ont été entretenues sur la thématique. Cette activité visait à confronter les considérations portées par les hommes d'une part et les femmes d'autre part sur les violences basées sur le genre. Ces rencontres ont donné lieu à des échanges modérés par les agents psychosociaux et les moniteurs de ASA. Les participants ont par la suite été éclairés à l'aide de brochures élaborées pour la circonstance sur la thématique.

A la suite de ces rencontres, 02 comités VBG ont été mis en place par les participants eux même, et un chronogramme d'activité a été établi par les membres séance tenante à la lumière des connaissances nouvellement acquises sur la thématique.

Sensibilisation de proximité sur la coexistence pacifique et la réintégration des retournés

Afin de contribuer à l'amélioration du cadre de réintégration communautaire dans la localité de Mongoumba, zone de retour de la préfecture de la Lobaye, l'équipe de terrain a mené des activités de sensibilisation de proximité à l'aide de brochures explicatives, touchant ainsi directement 400 personnes.

La stratégie utilisée a été celle de l'effet multiplicateur. 40 personnes ont été entretenues à l'occasion de 04 séances de discussion de groupe sur la coexistence pacifique et la réintégration. Ces personnes ont par la suite été mises en paires et à l'aide des brochures chaque paire a pu toucher 20 personnes sur les artères de la ville, soit au total 400 personnes sensibilisées.

Formation en AGR

29 victimes d'incidents et/ou vulnérables des localités de Mongoumba et M'baïki ont bénéficié de formations en AGR, en vue d'apporter un appui significatif à leurs différents ménages. Ces formations se sont tenues les 24 et 25 novembre et ont immédiatement fait suite à l'octroi des AGR à hauteur de 50.000 FCFA sous forme d'assistance CBI pour ménage.

Il convient de préciser que les bénéficiaires qui avaient été enregistrés dans le cadre du monitoring de protection, ont fait objet de validations de leurs dossiers (évaluation sociale du ménage) pendant les réunions du comité ad-hoc constitué des équipes d'ASA et du service communautaire du HCR.

Solutions durables/Réintégration

Dans le but d'évaluer le degré de réintégration des rapatriés facilités dans leurs différentes zones de retour, ASA a réalisé différentes missions et évaluations dans les localités de Bale-Loko et M'bata dans la sous-préfecture de M'baïki. Le tableau ci-dessous en fait un résumé.

Secteur	Situation actuelle	
	Bale-Loko	M'bata
 Sécurité/ Accueil des rapatriés	→ La situation sécuritaire est jugée bonne à 99% par les personnes interviewées. Les populations retournées se sentent en sécurité. → Présence de la police et de la gendarmerie.	→ La situation sécuritaire est jugée bonne à 100% par les personnes interviewées. Les populations retournées s'y sentent en sécurité. → Présence de la police et de la gendarmerie.
 Protection/ Cohésion sociale	→ Les populations interviewées jugent le niveau de protection de leurs droits couverts à 96%. → Le niveau de cohésion sociale est jugé bon à 91% et excellent à 9%.	→ Les populations interviewées jugent le niveau de protection de leurs droits couverts à 57%. → Le niveau de cohésion sociale est jugé bon 96%
 Éducation/ Protection de l'enfance / Documentation	→ Certains parents rapatriés ont prétexté le manque de moyens pour l'inscription de leur enfant. Cela suppose soit leur désinformation sur la gratuité des cours pour leurs enfants et/ou l'orientation de leur viatique à d'autres fins que l'inscription des enfants. → Manque d'extraits de naissance pour les enfants.	→ Certains parents rapatriés ont prétexté le manque de moyens pour l'inscription de leur enfant. Cela suppose soit leur désinformation sur la gratuité des cours pour leurs enfants et/ou l'orientation de leur viatique à d'autres fins que l'inscription des enfants. → Manque d'extraits de naissance pour les enfants.
 WASH	→ La majorité de la population s'approvisionne en eau de forage, cependant les points d'eau sont éloignés.	→ Toute la population n'a pas accès à l'eau potable, une bonne partie s'approvisionne dans les puits, et quelques forages sont fonctionnels.
 Sécurité alimentaire / Activité	→ Le niveau de sécurité alimentaire est jugé moyen à 63% dans les quartiers de retour. → Cela s'explique par le fait que le marché soit inaccessible aux plus démunis compte tenu des prix élevés des denrées alimentaires.	→ Le niveau de sécurité alimentaire est jugé mauvais à 92% dans les quartiers de retour → Cela s'explique par les coûts élevés des denrées alimentaires
 Santé	→ 99% des personnes rapatriées disent avoir un accès facile aux soins de santé.	→ La population rapatriée dénonce les coûts trop élevés des soins de santé à M'bata.
 Abris / Accès à la terre	→ 2% des personnes retournées dans la localité de Balé-Loko sont confrontées à des problèmes d'accès aux terres et biens et abris.	→ 13% des personnes retournées dans la localité de M'bata sont confrontées à des problèmes d'accès aux terres, biens et abris.
 Utilisation des viatiques	→ Paiement de loyer, mise sur pied d'activités génératrices de revenus, inscription des enfants à l'école et achat de fournitures scolaires.	→ Paiement de loyer, mise sur pied d'activités génératrices de revenus, inscription des enfants à l'école et achat de fournitures scolaires.